

EDITO – JUIN 2010

La réforme de l'Ircantec : un (mauvais) exemple pour les retraites de la Fonction publique

Dans le cadre des consultations - qui n'ont rien à voir avec des négociations - que le ministère du Travail et de la Fonction Publique a entamé avec les organisations syndicales, la réforme de l'IRCANTEC est présentée comme exemplaire.

On comprend mieux les intentions du gouvernement dans le cadre de la réforme des retraites 2010 quand on mesure que la réforme de l'IRCANTEC est articulée autour d'une baisse programmée des pensions versées et d'une hausse des cotisations reposant essentiellement sur les salariés. Rappelons que le taux de rendement passera de 12,08 % à 7,75 % de 2009 à 2017, et que la cotisation salariée augmentera de 16,8 % tandis que la cotisation employeur augmentera de 8,6 %, soit une baisse programmée de 20 à 28 % du niveau des pensions versées.

Le gouvernement a réussi à imposer deux mécanismes « automatiques », la constitution à l'horizon de vingt ans d'une réserve financière équivalente au minimum à un an et demi de prestations et une contrainte de pérennité, le versement des pensions devant être assuré pour 30 ans par le versement des cotisations et la réserve.

Soit la dénaturation du régime par répartition par la mise en place d'un régime à cotisations définies et à prestations indéfinies, et de règles de gouvernance importées du monde de l'assurance.

C'est ce modèle que le pouvoir rêve d'appliquer à l'ensemble des régimes de retraites publiques. Une telle réforme, étendue à l'ensemble des régimes de pension de la

fonction publique, Etat et CNRACL, permettrait à l'Etat et aux employeurs publics de se soustraire à l'obligation d'assurer l'équilibre de leur régime, et le paiement obligatoire des pensions sur leur budget.

Or l'Etat doit assumer ses responsabilités. C'est sa politique de réduction massive du nombre de ses fonctionnaires, par l'externalisation de France Telecom et de La Poste, par le transferts des agents des travaux publics et des personnels ouvriers et de service de l'Education Nationale, par la suppression prévue de 200.000 postes de 2008 à 2013, soit une perte au bout du processus de 700.000 postes, qui condamne le régime des pensions de l'Etat à un déséquilibre persistant pour les fonctionnaires civils.

Avec l'application de la RGPP aux collectivités locales et les pertes d'emplois qui s'ensuivraient, ainsi qu'avec les suppressions d'emplois dans les hôpitaux publics, c'est le même déséquilibre qui menace la CNRACL.

C'est un processus similaire qui est en œuvre dans la privatisation de La Poste et le transfert à l'Agirc-Arrco des nouveaux salariés : réduction du champ des cotisants, organisation du déséquilibre des comptes, diminution des prestations au fur et à mesure des réformes, division des salariés en surfant sur la suspicion totalement erronée que « les salariés du privé paient les retraites du public ».

A l'IRCANTEC aussi l'Etat doit assumer ses responsabilités. C'est à lui de compenser la perte de ressources de l'Ircantec suite à la privatisation de La Poste. Il ne doit faire payer les conséquences de ses actes ni aux cotisants de l'Agirc-Arrco, ni à ceux de l'IRCANTEC !

DES INCONNUES PLANENT SUR LES FINANCES DE L'IRCANTEC

L'Ircantec est le régime de retraite complémentaire obligatoire des agents non-titulaires du service public; cela concerne les trois versants de la fonction publique, Etat, Territoriale et Hospitalière, les organismes publics et para-publics et les élus locaux.

En 2008, l'Ircantec représentait 2,63 millions de cotisants, 1,77 millions de retraités et ayants droit. La moyenne d'âge des carrières est d'environ 9 ans et 2 mois. 58% des allocataires de droit direct sont des femmes. L'âge moyen des allocataires est de 74 ans et 9 mois. Le montant moyen des pensions est de 1090 euros. La spécificité du régime est d'avoir une population cotisante jeune par rapport à la population active en France.

En 2009, environ 2,2 milliards d'euros de cotisations ont été encaissées et 1,9 milliards d'allocations ont été versées avec une marge technique (excès des recettes sur les dépenses) de 285 millions d'euros.



Le projet de budget pour le fonctionnement du régime pour 2010 s'établit à 86,5 millions d'euros – en augmentation de 5,3% par rapport à 2009 - dont 52,5 millions pour les frais de personnels et 11,7 pour les frais informatiques. Plusieurs processus doivent être pris en compte par le gestionnaire (la Caisse des Dépôts et Consignations) : recouvrer les cotisations, gérer les droits, liquider et payer les retraites, communiquer et informer les affiliés, fournir les prestations sociales et mettre en œuvre la gestion financière, la trésorerie et la comptabilité des fonds. Très souvent, la CDC, sous le regard de la Direction du Budget, impose une sous-estimation du projet de budget, ce qui a des répercussions sur les traitements des affiliés (notamment sur l'accueil téléphonique) et entraîne des réajustements en fin d'année.

Compte tenu de ces éléments, l'Ircantec possède une réserve d'environ 5,6 milliards d'euros qui sont actuellement répartis en 25% d'actions, 60% d'obligations nominales, 10% d'obligations indexées et 5% d'immobilier ; le rendement espéré de ces placements, sans impact de la sortie de la Poste du champ de l'Ircantec, est de 5,2%. La crise financière de 2008, toujours susceptible de se reproduire, a écorné ce capital. C'est pourquoi, la CGT se bat depuis toujours pour limiter la part d'actions et préconise une gestion prudentielle, sachant que l'horizon de réalisation des produits financiers pour payer les prestations est éloigné. Il faut noter que majoritairement le conseil d'administration de l'Ircantec a décidé de s'engager dans une démarche d'investissement socialement responsable.

L'équilibre du régime dépend beaucoup de son périmètre, périmètre dont l'Etat est entièrement responsable. Rappelons que, depuis la réforme du régime adoptée en 2008, l'Ircantec est désormais lié par deux contraintes, une contrainte de solvabilité, il doit posséder à l'horizon de vingt ans d'un montant de réserve équivalent au minimum à un an et demi de prestations et une contrainte de pérennité, le versement des pensions doit être assuré sur une durée de 30 ans par le versement des cotisations et de la réserve. La réforme de 2009 de la Poste, qui en 2008 a versé 7% des cotisations, risque de mettre à mal ces deux contraintes, dans la mesure où les nouveaux cotisants vont dépendre de l'Agirc-Arrco alors que les retraités restent à la charge de l'Ircantec. Piocher dans la réserve financière ne peut être une solution.

Les Titulaires Sans Droit à pension

La règle des régimes de pension civils et militaires, comme la règle de la CNRACL (caisse nationale de retraite des agents titulaires des fonctions publiques hospitalière et territoriale) prévoit que pour avoir droit à pension, un titulaire doit avoir travaillé au moins 15 ans dans la fonction publique.

Si cette règle est une spécificité de ces régimes qu'il ne faudrait pas remettre en cause, elle présente un inconvénient pour ceux qui n'ont pas effectué leurs 15 années.

Ces derniers appelés TSD (titulaires sans droit) voient leurs cotisations reversées au régime général, ainsi qu'à l'IRCANTEC (caisse complémentaire du régime général pour les personnels non titulaires de la fonction publique).

Si le cumul de la part salariale et de la part employeur dans le régime des pensions de l'Etat comme à la CNRACL est dans tous les cas supérieur au même cumul dans le régime général et à l'IRCANTEC, la réversion s'applique en faisant la distinction part salariale - part employeur.

Lors du changement de régime, le régime général de sécurité sociale (CNAV) fait un calcul des cotisations à verser par l'agent en fonction de son dernier salaire de référence, multiplié par le nombre d'années à reverser. Ce montant est donc, dans tous les cas supérieur à ce que l'agent aurait réellement versé à ce régime s'il avait été contractuel pendant toutes ces années.

De son côté, le régime des pensions et/ou la CNRACL reversent les cotisations réellement payées.

Une fois déduit le prélèvement CNAV, le reste échoit à l'IRCANTEC.

L'IRCANTEC refait un calcul de cotisations en fonction de ce que l'agent aurait payé s'il avait cotisé à l'IRCANTEC pendant toutes ces années. Ce montant est dans la plupart des cas supérieur au montant restant après

prélèvement de la CNAV. L'IRCANTEC réclame donc une soulte à l'agent, soulte qui atteint souvent plusieurs milliers d'euros.

Payer pour toucher une retraite inférieure à ce qu'elle aurait été au régime des fonctionnaires, c'est là toute l'aberration du système, qui est dénoncée depuis de nombreuses années par les administrateurs CGT de l'IRCANTEC.

Lors des travaux sur la dernière réforme de l'IRCANTEC, un engagement ferme du gouvernement avait été pris. C'est d'ailleurs en partie cet engagement qui a permis à certaines organisations syndicales de justifier leur accompagnement de la réforme, malgré la baisse sans précédent du taux de rendement du régime (ratio entre les cotisations versées et la retraite payée).

Or, plus de deux ans après cette réforme, aucune action n'a été entreprise pour régler ce scandale des TSD.

Un groupe de travail s'est certes réuni, a remis un dossier complet, mais aucune décision de l'Etat n'a été prise ensuite, contrairement aux engagements.

Lors d'une mission IGAS (« Chadelat ») la suppression des cotisations salariales rétroactives dans le cadre général de la répartition avait été acceptée par l'ensemble des syndicats. Dans le dernier groupe de travail, la CGT a demandé la prise en charge de ces cotisations supplémentaires par les employeurs au titre de leur responsabilité à l'égard du non titulariat.

A ce jour, l'Etat n'assume pas ses positions en ne décidant pas de régler ce problème qui finit le plus souvent en recours gracieux auprès du Président de l'IRCANTEC et qui, de plus, représente un coût énorme en budget de fonctionnement du régime.

Vos administrateurs CGT :

Titulaires : Christophe PRUDHOMME, responsable du groupe CGT,
Marie Annick MATHIEU, Serge RABINEAU, Jacques ADAMSKI ;

Suppléants : Cyrille MANSUY, Gilles ROBILLARD, Sandra LANGLOIS

Les conséquences de la réforme de La Poste sur les retraites des salariés

La loi transformant le statut de La Poste a des implications en terme de retraite qui montrent bien la duplicité du gouvernement.

En effet, alors que le ministre Estrosi déclarait que La Poste était « imprivatisable », il maintenait contre l'avis des organisations syndicales et des institutions de retraite complémentaire le basculement des cotisations de retraites vers l'ARRCO et l'AGIRC, c'est-à-dire vers les organismes gérant les retraites des salariés du privé ! Il a donc menti, car si La Poste devait rester une structure assurant une mission de service public, les retraites de ses salariés devraient rester gérées par l'IRCANTEC, régime dont la vocation est d'assurer les retraites complémentaires des agents non titulaires de la fonction publique et des organismes publics.

Nous nous retrouvons donc dans une situation où vont se côtoyer trois types de salariés : ceux qui ont encore le statut de fonctionnaire, ceux qui ont été embauchés ces dernières années – près de 150 000 personnes – cotisant à l'IRCANTEC, et les futurs embauchés qui relèveront du droit privé. Situation complexe, créée sciemment par le gouvernement, que les deux régimes concernés – ARRCO-AGIRC et IRCANTEC – doivent assumer avec un objectif de trouver une solution avant le 30 juin 2010. Faute d'accord, le gouvernement prendrait un décret pour fixer les clefs de répartition financière. Situation où les deux régimes seraient perdants.

Voyons de plus près la situation pour mieux comprendre. Les 150 000 salariés de La Poste cotisant aujourd'hui à l'IRCANTEC sont jeunes et génèrent plus de cotisations que de pensions. Ils interviennent aujourd'hui pour près du tiers de la marge technique de l'IRCANTEC, soit 100 millions d'euros sur 300. Situation normale dans un régime par répartition (les cotisations de l'année N paient les retraites de l'année N) où selon les secteurs et la structure d'emploi, certains sont « bénéficiaires » et d'autres « déficitaires », mais globalement le régime est équilibré. Le deuxième élément à prendre en compte est que l'IRCANTEC est un régime disposant de réserves importantes – près de 5,5 milliards d'euros – alors que l'ARRCO-AGIRC est en difficulté et devra puiser dans ses réserves dès 2010 pour assurer le versement des pensions.

Demander aux deux régimes de s'accorder sur un mécanisme de compensation pour assumer les conséquences de la loi est proprement scandaleux. En effet, la loi a pour conséquence un coût en terme de retraites de près de 1,5 milliards d'euros que ni l'ARRCO-AGIRC, ni l'IRCANTEC ne veulent prendre en charge. C'est bien normal ! Ce n'est pas aux cotisants des régimes d'assumer cette charge financière.

Il n'est pas question pour nous d'opposer les salariés du privé et ceux du public comme a essayé de le faire par voie de presse l'association « Sauvegarde Retraites » manipulée par des personnes notoirement encartées au Front national. Il n'est pas question non plus que le gouvernement « pompe » dans les réserves de l'IRCANTEC pour payer la réforme de La Poste. C'est la raison pour laquelle les administrateurs CGT de l'IRCANTEC demandent au gouvernement d'assumer les conséquences de ses choix et de compenser cette charge supplémentaire. Il nous faut aussi travailler avec les camarades siégeant à l'ARRCO-AGIRC, afin ne pas tomber dans le piège de l'opposition public/privé et laisser le gouvernement publier un décret défavorable aux deux régimes.

Une partie des administrateurs représentant les employeurs (élus locaux, Fédération hospitalière de France) nous suivent sur ce terrain. Il nous faut donc faire connaître plus largement cette situation afin d'obtenir un rapport de forces suffisant pour pouvoir faire reculer le gouvernement.